



Des paroles, mais quels actes ?

La CGT-Culture n'a pas fait mystère en son temps de son opposition résolue aux politiques conduites par Nicolas Sarkozy et ses gouvernements successifs.

Forts du combat unitaire que nous avons conduit dans la durée avec vous pour la défense du ministère de la culture, nous avons dressé un bilan sans concession d'un quinquennat marqué par la répétition et la brutalité des coups portés aux politiques culturelles et aux conditions de travail des professionnels.

L'alternance politique voulue par les français en mai 2012 a suscité des attentes importantes dans tous les domaines. Pour ce qui nous concerne, à la culture, nous avons rapidement mis l'accent sur la nécessité et l'urgence de refonder le service public, ses missions, de reconnaître l'excellence du travail des agents et de restaurer leur dignité si souvent foulée aux pieds par une idéologie managériale insupportable.

Les premiers échanges avec Aurélie FILIPPETTI ont laissé entrevoir la possibilité d'une rénovation concertée des politiques de contenu et d'un renouveau du dialogue social. Dès le comité technique ministériel du 10 juillet présidée par la Ministre, nous avons formulé, d'une part, la demande d'un agenda social, et d'autre part, de débats de fond sans aucune exclusive sur chacune des grandes problématiques qui traversent aujourd'hui le ministère et ses établissements à Paris comme en régions.

Depuis l'arrivée du nouveau cabinet ministériel, nous avons saisi toutes les occasions, et notamment au travers des instances représentatives des personnels - CT et CHSCT -, de réaffirmer nos revendications sur l'emploi, la précarité, les conditions de travail, les salaires et les déroulements de carrières.

8 mois après l'élection du Président de la République, le round d'observation est bel et bien terminé. L'heure n'est plus aux paroles, fussent-elles positives, mais aux mesures concrètes, visibles et efficaces.

Le discours de la Ministre en direction des personnels au Théâtre National de Chaillot le 15 janvier ouvre certes des pistes encourageantes, mais il est grand temps à présent d'entrer dans le vif du sujet. Seules de réelles négociations sur la base des revendications portées par l'immense majorité des agents et des discussions approfondies sur le devenir des politiques culturelles sont en mesure de sortir ce ministère de la crise profonde qui le mine.

La CGT-Culture est depuis longtemps prête à cette concertation. Elle appelle donc la Ministre et son cabinet à l'action.

Paris, le 16 janvier 2013